



**CONFERENCIA GLOBAL**  
Agricultura familiar en  
el centro de los sistemas  
alimentarios sostenibles

**CONFÉRENCE GLOBALE**  
L'agriculture familiale  
au cœur des systèmes  
alimentaires durables

**GLOBAL CONFERENCE**  
Family farming at  
the core of Sustainable  
Food Systems

DOCUMENT-CADRE

# PANEL 1

**ACCROISSEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION  
DURABLE D'ALIMENTS DIVERSIFIÉS, SÛRS ET NUTRITIFS  
PAR LES AGRICULTRICES ET AGRICULTEURS FAMILIAUX  
ET CONFORTER LEUR CONTRIBUTION AUX MOYENS DE  
SUBSISTANCE DURABLES**



Financé par  
l'Union européenne



Décennie des  
Nations Unies pour  
**L'AGRICULTURE  
FAMILIALE**  
2019-2028





# PRÉSENTATION DU PANEL

**La Conférence globale sur l'agriculture familiale** au cœur des systèmes alimentaires a pour but d'intensifier la mise en œuvre de la Décennie pour l'Agriculture Familiale 2019-2028 en vue de la création de systèmes alimentaires plus durables, résilients, inclusifs et viables contribuant directement à la réalisation des ODD.

La Conférence s'articule autour de différentes sessions d'échange, dont trois panels thématiques. En l'occurrence, le Panel 1 a pour thème l'accroissement de la capacité de production durable d'aliments diversifiés, sûrs et nutritifs par les agricultrices et agriculteurs familiaux, tout en confortant leur contribution à des moyens de subsistance durables. Ce Panel aura pour objectif de présenter et débattre des modes et moyens de production de l'agriculture familiale, permettant à la fois un mode de subsistance viable et soutenable pour les producteurs et productrices, ainsi qu'une source d'alimentation saine et diversifiée pour les communautés. Différents axes pourront être mis en lien, afin de travailler à partir de l'agriculture familiale pour des systèmes de production familiaux vertueux, au sein de systèmes alimentaires plus durables, inclusifs, viables et résilients :

- le développement de pratiques telles que l'agroécologie via une décarbonation des techniques de production, permettant de meilleures performances économiques, écologiques et sociales ;
- la création d'emplois nombreux et décents pour la jeunesse rurale ;
- des systèmes de production permettant l'insertion des agriculteurs et agricultrices dans des marchés plus inclusifs et rémunérateurs ;

- la différenciation des politiques publiques, orientées vers des agricultures familiales très diverses ;
- l'accès des agriculteurs familiaux aux ressources et aux moyens de production;
- et sûrement bien d'autres thèmes encore...


**Ce document s'inscrit et s'appuie sur les autres thématiques développées dans le cadre de la Conférence :**

- Panel 2 : Promouvoir les chaînes de valeur inclusives et l'accès aux marchés des agricultrices et agriculteurs familiaux
- Panel 3: Politiques publiques visant à renforcer la participation de l'agriculture familiale aux systèmes alimentaires
- thèmes transversaux : (i) équité entre les genres et leadership des femmes rurales ; (ii) résilience et adaptation au changement climatique ; (iii) garantir et améliorer les conditions de vie des agricultrices et des agriculteurs familiaux ; (iv) inclusion, participation et renforcement des organisations d'agriculture familiale; et (v) soutenir les jeunes et assurer la durabilité générationnelle.

**Ce document a été préparé par le Comité consultatif 1 composé de :**

- Kwaku Sena Adessou, Secrétaire Général, INADES-Formation,
- José Ángel Coto Hernández, Président, Programa de Dialogo Regional Rural (PDRR),
- Cristina Grandi, Chef de Campagne Sécurité Alimentaire, IFOAM - Organics International,
- Lavinia Kaumaitotoya, Cheffe de Programme, Pacific Island Farmers Organisation Network (PIFON),
- Joe Mzinga, Coordinateur Régional, Eastern and Southern Africa small scale Farmers' Forum (ESAFF),
- Lany Rebagay, Chargée de plaidoyer, Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development (AFA).

Il a été coordonné par Jean-Michel Sourisseau, Socio-économiste, Directeur adjoint de la JRU ART-Dev, CIRAD, et le processus a été accompagné par Agnès Morilhat, chargée de coopération au Forum Rural Mondial.



# BRÈVE ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE

**L'agriculture familiale est un moyen d'organiser la production agricole**, forestière, halieutique, pastorale et aquacole qui est gérée et conduite par une famille et repose principalement sur le travail familial, tant celui des femmes que celui des hommes, tant celui des jeunes que des personnes plus âgées. Exploitations agricoles et familles évoluent l'une avec l'autre et l'une pour l'autre. Elles combinent des fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles. Outre la composition du travail, elle se différencie de l'agriculture des firmes par le fait que le capital d'exploitation est possédé par une famille.

L'agriculture familiale est la principale forme de production alimentaire et agricole dans le monde. Elle représente plus de 80 pour cent des denrées alimentaires mondiales en termes de valeur. Compte tenu de la nature multidimensionnelle de l'agriculture familiale, la ferme et la famille, la production alimentaire et la vie à la maison, la propriété agricole et le travail, les savoirs traditionnels et les solutions agricoles innovantes, le passé, le présent et l'avenir sont autant d'éléments qui sont tous profondément liés.

L'agriculture familiale est diverse, les exploitations familiales pouvant être plus ou moins grandes et insérées dans les marchés internationaux, plus ou moins mécanisées, revêtir des formes juridiques différentes, et produire de façon plus ou moins agroécologique (y compris de façon conventionnelle à haute productivité du travail).

De façon générale, l'agriculture représente aujourd'hui un défi mondial majeur. Elle est de plus en plus sous pression, afin de donner accès à une population sans cesse croissante une alimentation saine, nutritive à des prix abordables, de s'adapter au changement climatique et à la dégradation des ressources naturelles, notamment la pénurie d'eau, à l'épuisement des sols, à une biodiversité en baisse, ainsi qu'à des ressources en terres très inégalement réparties. Des inégalités sociales et économiques répandues et persistantes entre zones rurales et urbaines et le choix de privilégier, dans certaines régions du monde, les modes de production à haute intensité de la révolution verte, ont conduit à un niveau d'urbanisation sans précédent. Les villes doivent faire face à des problèmes liés à la marginalisation sociale et parfois aux conflits et sont particulièrement sensibles au réchauffement climatique. Les modes de vie urbains ont par ailleurs favorisé des systèmes alimentaires concentrés, des chaînes de valeur longues et des niveaux de gaspillage élevés (plus d'un tiers à l'échelle mondiale).

Cette logique productiviste crée un grand déséquilibre et une grande inégalité, au profit des grandes entreprises et des multinationales, mettant en avant les quantités produites, favorisant la concentration des moyens de production, et s'appuyant sur une vision court-termiste. Celle-ci n'intègre pas les coûts environnementaux et sociaux dans les systèmes de prix. Elle contraint les agriculteurs et agricultrices familiaux, les endette, les rend dépendant-es de marchés mondialisés, qui tirent les prix vers les bas et les positionnent dans une compétition qui leur est souvent défavorable.

Le système alimentaire mondial actuel produit certes suffisamment de nourriture pour tous et toutes, mais se révèle vulnérable aux crises ; il est incapable de faire reculer la famine et la malnutrition sous ses différents aspects, et creuse les inégalités sociales.

Pour nourrir le monde aujourd'hui et à long terme, il est indispensable et urgent de modifier en profondeur nos systèmes de production alimentaire. Pour les acteurs et actrices de la DNUAF, l'agriculture familiale offre les meilleures perspectives pour réaliser cette transformation, tant des systèmes de production que de la gouvernance

de l'alimentation. L'agriculture familiale doit entreprendre un chemin vers et s'appuyer sur des pratiques plus agroécologiques, en respectant les engagements liés à la préservation de la biodiversité, aux défis du changement climatique et à la gestion des ressources naturelles, et en prenant en compte les contextes, cultures, approches et contraintes de chacun et chacune. Elle doit également garantir des conditions de vie dignes pour les agriculteurs et agricultrices, acteurs et actrices majeures de sa mise en œuvre, ainsi que leur bien-être global. Les structures familiales de production peuvent en effet s'appuyer sur des principes et pratiques vertueuses pour une alimentation saine et durable, et des systèmes alimentaires inclusifs et résilients. Mais cela ne se fera pas tout seul ; les agriculteurs et agricultrices familiaux ont besoin de soutien pour y parvenir. À travers des politiques publiques et des programmes suffisamment dotés, qui permettent aux structures familiales de s'orienter vers des pratiques inclusives, durables, adaptées à chaque contexte, telles que l'agroécologie, il semble possible de remédier à l'échec du système alimentaire mondial.





# PROPOSITIONS

**Le Panel répondra aux questions suivantes :** pourquoi et à quelles conditions les agricultures familiales peuvent relever les défis de la refondation des systèmes alimentaires locaux et mondial. Le Panel aura pour tâche de développer ces propositions en ayant pour perspective les axes prioritaires à mettre en œuvre lors de la prochaine période biennale de la DNUAF (2022-2024). Ces éléments seront à intégrer dans la déclaration finale de la Conférence.

Les questions de production renvoient pour beaucoup au Pilier 5 de la Décennie : améliorer l'inclusion socio-économique, la résilience et le bien-être des agriculteurs et agricultrices familiaux, des ménages et des communautés dans les milieux ruraux. Pour autant, elles se déclinent tout au long du Plan d'Action Global de la Décennie et de ses sept piliers : on ne peut les réduire à une dimension strictement économique, l'agriculture familiale étant multidimensionnelle. Ces questions sont en effet liées à la dynamique des territoires et à la préservation des ressources naturelles, interrogent les rapports sociaux – notamment le rôle des femmes et des jeunes dans les prises de décision –, et appellent des politiques publiques et des actions collectives spécifiques.

Il s'agit d'abord de développer les capacités des agriculteurs et agricultrices familiaux pour intensifier ou adopter les solutions techniques et innovantes, telles que l'agroécologie, en s'appuyant toujours sur les savoirs des agriculteurs et agricultrices familiaux. L'objectif est de passer d'une situation de vulnérabilité – vécue par de nombreuses organisations de l'agriculture familiale de par le monde – à des productions sécurisées et plus régulières dans le temps, moins dépendantes aux intrants externes, et améliorant l'efficacité et la viabilité économique des exploitations. Une attention particulière doit être portée aux principes de l'économie circulaire : utilisation des déchets, compost, etc. La question de l'autonomie des agriculteurs et agricultrices est centrale et concerne l'ensemble du paquet technologique : pesticides et engrais issus de l'industrie pétrochimique, matériel et semences. Sur ce dernier point, on observe

une très grande asymétrie entre l'intérêt porté aux semences natives, paysannes et aux semences agro-industrielles.

En ce sens, les formes collectives d'organisation, en particulier les coopératives, mutualisent les ressources et renforcent les capacités de production et d'organisation des agriculteurs et agricultrices. Elles jouent un rôle clé dans la promotion et la défense de l'agriculture familiale, accompagnant les agriculteurs et agricultrices afin de les sortir de leur situation de vulnérabilité.

Bien que les priorités et les pratiques soient diverses en fonction des contextes, il est nécessaire d'adopter des approches holistiques et dynamiques qui s'attaquent aux inégalités d'accès aux ressources naturelles, aux services tels que le crédit et l'assurance, et aux technologies. Garantir l'accès sécurisé et le contrôle des terres pour les agricultrices familiales et agriculteurs familiaux, en particulier pour les jeunes et les femmes, les communautés indigènes et les sans-terre, constitue une condition indispensable à l'avènement de l'agriculture familiale et doit être une priorité de politique publique. Les politiques publiques doivent réduire l'exposition et la vulnérabilité aux événements extrêmes liés au changement climatique ou à d'autres risques sociaux et environnementaux. Et nous devons souligner la nécessité de renforcer les capacités des organisations agraires afin de développer et mettre en œuvre des solutions collectives et inclusives.

Pour cela, il convient de promouvoir le développement de services de vulgarisation et de conseils agricoles pluriels et inclusifs pour améliorer les connaissances des agriculteurs et agricultrices et leur utilisation de pratiques de production adaptées, durables, non dangereuses et diversifiées. En particulier, l'agroécologie doit être promue en vue d'accroître la diversité des cultures, la productivité, tout en améliorant les revenus générés et en réduisant le risque posé par les travaux agricoles dangereux, en particulier parmi les groupes vulnérables.

La diversification de la production et son orientation vers des cultures plus nutritives et culturellement appropriées, qui réduisent également les risques associés aux aléas des marchés et aux impacts du changement climatique, le renforcement de pratiques et de techniques plus durables qui réduisent la dépendance aux intrants externes, la différenciation par la qualité et la salubrité de la production et la génération de valeur ajoutée constituent des stratégies, qui peuvent être intéressantes, isolément ou en combinaison, afin de développer le potentiel individuel et collectif



de l'agriculture familiale. Le Panel devra aussi investir plus fortement la question de la qualité des productions et de la perspective de la reconnaissance par les marchés de cette qualité. En lien avec le panel n°2, la connexion entre la production et les marchés publics, la reconnaissance des services environnementaux et sociaux rendus, à travers notamment de la certification, sont autant de propositions à examiner.

Selon les situations de départ des agricultures familiales et selon les contextes dans lesquels elles évoluent, les solutions prendront des formes différentes, s'appuyant sur une territorialisation et adaptation des approches au plus près des réalités des agriculteurs et agricultrices. Par exemple, si une intensification de la production semble indispensable pour les plus vulnérables, des formes de désintensification peuvent être envisagées pour d'autres. Il ne s'agit pas de chercher la convergence. Il faut réduire les impacts environnementaux des exploitations familiales les plus engagées dans les logiques conventionnelles tout en maintenant des niveaux de revenus corrects et en améliorant les performances sociales ; il faut sûrement d'abord améliorer les performances économiques et de production des organisations les moins conventionnelles. Il est nécessaire d'augmenter les niveaux de financement à l'agriculture et les diriger plus clairement vers les agricultures familiales adoptant des pratiques utiles à tous et toutes et alimentant des systèmes alimentaires sains et inclusifs.

La production doit également regarder vers la consommation: une production agricole familiale adaptée à son territoire signifie également qu'elle correspond avec les besoins en alimentation des populations, notamment en termes nutritifs et de santé.

Une autre proposition d'action se situe autour de la question du travail qui, là encore, appelle à des actions et politiques publiques ciblées. L'agriculture familiale doit être en mesure de contribuer significativement à la réduction des inégalités, au vu du vivier d'emploi qu'elle représente. Il convient d'encadrer ces conditions de travail afin que l'agriculture familiale puisse créer des emplois décents et en nombre, attractifs pour les jeunes car générant des moyens de subsistance dignes et durables, tant pour les familles que pour les communautés rurales.

L'expérience montre que des politiques publiques favorables à l'agriculture familiale sont possibles et nécessaires pour réduire les inégalités et favoriser des systèmes agricoles et alimentaires viables tant au sein des familles que des communautés rurales. Toutefois l'expérience montre aussi que ces politiques, doivent, pour être pérennes, s'ancrer dans la loi et les institutions. Une attention particulière devra être portée sur la solidité et la pérennité des politiques publiques dédiées à l'agriculture familiale.